



Georges Séguy sur le stand de l'Amicale Châteaubriant
à la Fête de l'Humanité en 2008 (© Photo Patrice Morel).

SOMMAIRE

Editorial	2	Disparition : Roger BLUTEAU	11
La CGT syndique à la campagne	3 > 8	AG IHS 44 du 16 juin 2016.....	12 > 15
La Génestrie : un patrimoine syndical de 1936	9 > 10	Informations.....	15

Le 13 août 2016, Georges Séguy nous quittait. C'est avec une grande émotion que nous avons appris cette disparition. Des souvenirs sont revenus, notamment les moments intenses que nous avons passé au congrès confédéral à Nantes en 2009. Georges a beaucoup apporté à la CGT, par son engagement, sa réflexion, intense jusqu'au bout de sa vie.

Après avoir été secrétaire général de la CGT de 1967 à 1982 Il fonde l'Institut CGT d'histoire sociale, dont il était encore Président d'honneur. À la tête de l'association il a œuvré pour un travail rigoureux sur l'histoire de la CGT, refusant une histoire officielle ou instrumentalisée.

Il a ouvert la voie à un réseau d'instituts d'histoire sociale territorial et professionnel. Dont le nôtre.

À Toulouse, sa ville natale, devant les délégués du 50^{ème} Congrès de la CGT il avait lancé : « il ne suffit pas de s'indigner, il faut aussi résister ! ». Résister fut en effet sa ligne de conduite depuis ses 15 ans jusqu'à son dernier souffle de vie.

Ce fut également un dirigeant important du Parti Communiste.

L'IHS confédéral a édité un cahier spécial en septembre 2016, et le journal L'Humanité va également sortir une édition spéciale.

Un hommage national lui a été rendu à Montreuil en septembre.

Mais continuer son œuvre au travers de notre institut est le plus bel hommage que nous pouvons lui rendre. Renforcer notre Institut, parler de notre histoire, des luttes qui ont permis des acquis comme en 1936, résister aux idées nauséabondes diffusées par l'extrême-droite. Et surtout ne pas laisser les libéraux, le patronat, et tous ceux que la CGT dérange, dévoyer notre histoire sociale et faire table rase du passé.

Il nous faut, bien au contraire, montrer combien l'expérience de la CGT, avec ses ombres et ses lumières, est riche pour le présent.

Marie-Claude Robin

Directrice de Publication
Marie-Claude ROBIN

Conception et impression
Imprimerie CGT 44

LA CGT SYNDIQUE À LA CAMPAGNE.

Au début des années 1960, le sud de la Loire-Atlantique est encore largement rural. Pour autant des industriels de la chaussure et de la confection du Choletais à la recherche de main-d'œuvre vont prospecter le Vignoble nantais et le Pays-de-Retz¹. Le sud Loire devient un terrain de recrutement d'une population majoritairement féminine, jeune peu qualifiée et sans tradition de lutte de classe. Cette main-d'œuvre, à l'aide de cars d'entreprise, va, un temps, travailler dans les usines des Mauges, puis des ateliers secondaires sont implantés dans les cantons de Vallet et du Loroux-Bottereau. Ce type d'organisation se rencontre également dans le Pays-de-Retz, beaucoup de ces ateliers sont des extensions d'entreprises en croissance installées dans le Maine-et-Loire².

Pour autant, des ateliers sont également installés à Clisson comme les établissements de confection Richard, la corsetterie Lethu, les ateliers (chaussures) Cordier, Drouet, Perrault à Gorges. À Vieillevigne, deux usines dont une fabrique de pantoufles et l'autre de chaussures sont en pleine activité, ainsi qu'à Boussay les établissements Cheneau et Bouffaud, sans oublier la Collégiale à Gétigné, Thomas et Savalle à Clisson, etc. Le groupe UGECO possède à Legé une fabrique d'uniformes



Photo : Manifestation des salariés de l'usine Bidermann (confection) dans les rues de Legé, 1992 (CHT, cliché Hélène Cayeux).

civils et militaires qui devient, en 1979, la propriété du puissant groupe Bidermann.

La CGT va mener des actions syndicales dans les entreprises du secteur afin de faire appliquer la législation, recruter des adhérents et former des militants. Elle se heurte non seulement au patronat mais également aux forces morales qui pèsent encore sur la population de ces contrées. Nous prendrons quelques exemples pour illustrer notre propos, en particulier celui du curé de Boussay, qui, dans son bulletin paroissial, s'en prend à la CGT qui vient de gagner les élections ; l'exemple de l'usine de chaussures située à La Chevrolière, une commune rurale, proche de Saint-Philbert-de-

Grand-Lieu où la CGT rencontre d'importantes difficultés pour s'implanter. En 1969, le congrès de l'Union départementale prend la décision de renforcer son action dans ces secteurs et pour, la première fois, fait élire une secrétaire permanente chargée du secteur textile-habillement.

Les foudres du curé de Boussay

Boussay est une commune rurale du sud du Vignoble nantais, géographiquement situé entre Vendée et Maine-et-Loire et à l'environnement socio-politique proche. Au début du vingtième siècle, le village est saturé de journaliers agricoles en quête de quelques travaux pour survivre. Beaucoup quittent

la terre pour les chantiers de la Basse-Loire et s'établissent en ville. A la campagne, les curés se méfient des mœurs de la ville et, selon eux, de la déchristianisation qui en découlerait. A l'image des Mauges rurales, l'Église et quelques notables favorisent l'installation d'ateliers afin de retenir sur la commune, une partie de la population laborieuse. C'est le cas à Boussay, où un garçon du village, Lucien Chéneau, grâce à ces soutiens, ouvre une fabrique de savates puis devient maire de la commune. Dans ce village, au lendemain de la seconde guerre mondiale, une seconde usine de savates est créée : l'usine Bouffaud qui emploie également de la main-d'œuvre locale.

Une vieille calomnie contre la CGT

Dans les années 1950, les idées semblent figées à Boussay. Si l'on ne parle plus de déchristianisation on évoque un nouveau danger, sans doute pire : le communiste qui se cache derrière l'action syndicale de la CGT.

À la fin de l'année 1957, la CGT gagne les élections à la mine de l'Escarprière exploitée à Gétigné³. Il s'agit de minerai d'uranium et une unité de traitement est ouverte. Chacun doit donc se réjouir d'une telle activité dans une période où l'exode rural vide les campagnes. Mais, le curé de Boussay dans son bulletin paroissial, en date du 13 décembre 1957, s'alarme et publie un article au titre édifiant : « Une très grave affaire ». En voici quelques extraits :

« Une très grave affaire »

« Celle de l'implantation dans notre région de la Mine de l'Escarprière. S'il faut se réjouir de voir tant de foyers y trouver leurs salaires, il faut aussi déplorer l'adhésion de beaucoup de travailleurs à la CGT, syndicat qui est d'obédience communiste.

Voici en effet, qu'une enquête très récente nous révèle que par son personnel, la mine touche maintenant 80 communes qui sont à mentalité chrétienne. Un très grand nombre de ceux qui y travaillent sortent du milieu « cultivateur ».

« Malheureusement pas assez prévenus des questions syndicales la majorité a été entraînée dans un syndicat dont le but et l'esprit sont contraires à leur croyance et à leur pratique religieuse. Conséquence : dans 80 communes profondément chrétiennes jusqu'à maintenant l'esprit de haine communiste va pénétrer par la CGT. Est-il permis à un chrétien d'adhérer à la CGT alors qu'il existe d'autres syndicats ? Un catholique ne peut y adhérer!!! »

En janvier, l'Union départementale apporte sa réponse et rappelle dans son journal, L'Union des Travailleurs, que la CGT est

une organisation de masse qui groupe des salariés de toutes opinions. Benoit Frachon a eu l'occasion de déclarer « il y a davantage de chrétiens à la CGT, qu'il n'y en a à la CFTC! » Et pour ce qui concerne « l'ignorance syndicale » qui les aurait amenés à la CGT, le journal souligne la présence nombreuse à la confédération de prêtres-ouvriers devenus pour la plupart des militants! Enfin, si les ouvriers de l'Escarprière ont préféré la CGT à la CFTC, c'est « qu'ils se sont rendus compte que seule la CGT, organisation de classe, luttait, sans trêve ni répit, contre l'exploitation capitaliste. »

Les employeurs ont-ils tous les droits ?

À cette époque, l'Union locale CGT de Nantes se trouve confrontée à la direction des établissements Dominique (fabrique de chaussures) installée à La Chevrolière, une petite commune du Pays-de-Retz. Dans cette usine, pas de vestiaire, le personnel est contraint, sans être payé, à travailler pour récupérer le temps d'arrêt indépendant de la volonté des ouvriers, la date des congés est imposée, et la notion à travail égal, salaire égal est totalement ignorée ou bafouée.

Comme il n'y a pas de syndicat dans cette entreprise, quelques salariés décident alors de faire appel à la CGT. Un représentant de l'Union locale, prend sa bicyclette et fait le déplacement. Dans une salle de café se tient une réunion pour constituer

une liste de candidats et préparer des élections du personnel. Sans doute informé par un mouchard, le patron fait irruption dans la salle du café, en criant. Il demande quel syndicat est réuni, puis repart. Rapidement de retour, avec un crayon et un carnet, il note les noms des présents et les informe qu'ils sont licenciés... Deux jours plus tard, le 4 décembre 1957, les présents à la réunion reçoivent une lettre recommandée les informant de leur licenciement pour « suppression d'emploi »!

L'Union locale informe l'inspection du travail de la situation et la direction se voit contrainte d'organiser, pour le 27 janvier 1958, les élections des délégués du personnel. La CFTC présente alors une liste concurrente qui remporte la totalité des élus alors que la CGT n'obtient que 16 voix sur 95 votants. Cependant, il faut souligner qu'un nombre très appréciable de bul-

letins blancs et de nuls figurent dans le décompte des voix. Si l'on ajoute aux voix de la CGT, les nombreux blancs et les nuls, le total est presque équivalent aux voix obtenues par la CFTC. Il est peu commun dans une élection professionnelle classique de faire usage de bulletins blancs! Sans doute, le résultat d'une pression patronale sur les salariés ...

Le 7 février, la société est mise en liquidation judiciaire, mais le juge autorise la poursuite de l'exploitation. Le 11 juin, plus des deux tiers de l'effectif est mis à pied. Un certain nombre de ceux qui reste sont des propriétaires de petites exploitations agricoles alors que des chefs de famille et des veuves n'ayant que leur salaire pour vivre ont été remerciés. Une mesure contraignante pour les travailleurs qui éprouvent beaucoup de difficultés pour se reclasser en zone rurale.

Après avoir terminé les 16 000 paires de chaussures en cours

de montage, le personnel est mis en chômage partiel. Ouest-France précise que cette usine ne fabrique que des chaussures d'été et que c'est suite au mauvais temps que la direction a dû mettre en chômage son personnel. On constate dans l'industrie de la chaussure comme dans celle de la confection, l'usage prohibitif du personnel comme variable d'ajustement pour régler les difficultés saisonnières des donneurs d'ordre du Choletais qui, eux-mêmes, travaillent souvent pour des firmes de renommée internationale.

Se donner les moyens

En 1969, le congrès de l'Union départementale renforce son organisation avec l'élection de Nicole Le Brizaut, comme secrétaire permanente. Militante chez Amieux puis de la BN, elle est aussi membre du bureau fédéral de l'Alimentation. L'Union départementale montre ainsi toute



Photos : Mobilisation des ouvrières de l'usine Teillet, à Machecoul, pour obtenir le versement de leur salaire (extrait de L'Union des travailleurs CGT, n°93, juillet-août 1971)

l'importance qu'elle attache à la défense des revendications de la main-d'œuvre féminine. La nouvelle permanente se voit chargée du secteur textile-habillement compte tenu de l'importance du nombre de femmes dans cette corporation.

Le premier objectif de la nouvelle permanente est la société Begy (Société européenne de bas sans couture) qui s'est implantée dans la zone industrielle de Nantes-Carquefou où la direction est des plus rétrogrades en matière sociale. Installée depuis 1966, à la suite de regroupement, dont un atelier de tissage situé à La Chevrolière, l'usine de Nantes rejoint en 1970 le groupe DIM, qui fabrique bas et collants. En février 1972, chez DIM, pour la deuxième fois, le licenciement

du délégué syndical CGT est refusé par l'inspecteur départemental du travail. A travers les licenciements, les militants de la CGT sont durement frappés : en 18 mois, 14 délégués CGT ont été licenciés et également 5 membres CGT du comité d'entreprise.

L'activité de la nouvelle permanente ne se limite pas à l'agglomération nantaise, elle poursuit l'action de la CGT dans le Vignoble et le Pays-de-Retz. En juin 1971, la CGT apporte son soutien au personnel, composé en grande majorité de jeunes femmes et jeunes filles, de l'usine Teillet à Machecoul. Les salaires sont payés très souvent avec retard et au bon vouloir de la direction. Exaspérée, la majorité du personnel se

syndique et mène la lutte pour l'amélioration des conditions de travail. En repréailles, la veille des vacances, la direction décide, et sans aucun respect des lois, de licencier 21 ouvrières, dont la déléguée syndicale et une candidate déléguée.

La réponse du patron est bien connue dans ces secteurs : **« Pas de syndicat chez moi et surtout pas la CGT »!**

L'industrie de l'habillement se rencontre également à Geneston, commune située en Loire Atlantique, sur la route qui mène de La Roche-sur-Yon à Nantes. Dans les années 1960, l'entreprise Racineux (La Sadev) s'installe dans ce bourg. Elle fabrique des vêtements masculins. La main-d'œuvre est majoritairement féminine, pas facile à syn-



Photo : Mouvement de grève au sein du personnel de La Sadev (Racineux), à Geneston, octobre 1973 (CHT, coll. UD CGT 44).

diquer ni à lancer dans des actions. Les conditions de travail sont celles des ateliers analogues : travail à la chaîne, chasse aux temps morts, température élevée, contrôle permanent du personnel, mise à pied, suppression de la prime d'assiduité, etc. La moitié des ouvrières sont de la région, jeunes filles de 18 ans, jeunes femmes, les autres viennent de la région nantaise.

Bas salaires et mauvaises conditions de travail sont imposés avec peu d'avantages sociaux. La CGT parvient à syndiquer une partie du personnel et un conflit avec la direction s'engage, en octobre 1973, avec manifestation dans le bourg au grand étonnement des habitants ! Des militants CGT de sud-Aviation sont venus renforcer les piquets de grèves et les salariées obtiennent quelques améliorations de salaires et des conditions de travail.

En décembre, la direction annonce 22 licenciements. Raison invoquée : une mauvaise situation dans le textile et la production de l'usine moins compétitive après les augmentations accordées à l'issue de la grève d'octobre ! Ce qui est nouveau, c'est la réaction des salariées tant par les revendications qu'elles posent, que par l'objectif et le contenu de leur lutte et la vigueur de leur action. Pourtant, il est courant d'entendre parler de « docilité » du personnel de la confection et de la chaussure



Photo : Les ateliers de l'usine Rivabel (chaussure), à Vieillevigne, à l'abandon en 2016 (cliché de l'auteur).

dans la zone du Choletais, qui en fait se prolonge économiquement dans cette partie de la Loire-Atlantique.

À Vieillevigne, chez Delhommeau, (chaussures et pantoufles), le recrutement est également local, majoritairement féminin et familial. Très tôt, (1946) la CFTC est organisée dans l'entreprise, puis la CFDT est arrivée (ce qui confirme le poids des héritages socio-historiques). Pourtant l'harmonie ne règne pas entre les deux syndicats. Lors des élections chacun compte ses voix, alors que la CGT ne réussira jamais à s'implanter.

Des mesures radicales

Dans l'industrie de la chaussure, le patronat emploie comme dans l'habillement des mesures radicales pour satisfaire ses objectifs⁴. Une filiale du groupe SAC

(de Saint-Macaire-en-Mauges) ferme son usine de chaussures à Saint-Philbert-de-Grand-Lieu (90 licenciements) tandis que son atelier de Vallet est repris par une entreprise de Beau-préau qui voit son effectif allégé d'une cinquantaine de salariées. En décembre 1975, une usine de chaussures de Villedieu-la-Blouère (Maine-et-Loire), ferme son banc de piquage, qui emploie 34 femmes, en même temps la direction annonce qu'elle déplace son usine de Vallet (machines et personnel). Les salariées ont reçu le matin même une lettre qui les informe que les machines seront déménagées le lendemain (dimanche) et qu'elles devront se présenter au travail mardi à l'usine de Villedieu.

En 1981, l'État vient au secours de ces industries de main-d'œuvre pour qu'elles se modernisent. Un plan Textile est

élaboré, le but est d'augmenter la productivité mais aussi la qualité et passe par une diminution du personnel⁵. Parmi les mesures incitatives prises par le gouvernement, le crédit d'impôt pour la recherche et les contrats emplois-investissements qui permettent d'alléger les charges sociales de 8 à 12% à condition d'investir durant trois ans. La position des syndicats ouvriers reste réservée, la modernisation doit s'accompagner d'une nouvelle répartition des gains de productivité obtenus alors que dans le même temps les délocalisations se poursuivent. Les industriels utilisent à la fois les avantages des bas salaires et ceux de l'innovation technologique⁶!

Au début des années 1990, les industriels qui délocalisent, s'adressent désormais plus

couramment à la Pologne, à la Hongrie ou la Tchécoslovaquie qu'aux pays du Maghreb comme par le passé. Chez Rivabel, à Vieillevigne, après avoir licencié 108 salariés sur un effectif de 240, une filiale s'est installée à Lotz, en Pologne, elle emploie 120 personnes et fabrique 60% de la production qui s'exporte dans une dizaine de pays. La Sadev, à Geneston, à noué des partenariats avec des façonniers roumains, hongrois et bulgares. L'État et la Région débloquent des fonds en faveur des entreprises du Choletais alors que dans le même temps on constate une baisse des effectifs salariés.

En juin 1992, une table ronde se tient à Cholet pour parler des restructurations des industries du cuir et de l'habillement, il s'agit également de préparer la distribution de fonds et d'aides

provenant de la Communauté européenne. La CGT rappelle que les salaires dans ces industries du Choletais sont inférieures de 12% par rapport aux autres régions, et souvent, le SMIC est atteint qu'en intégrant les primes de productivité⁷! La CGT veut que les salariés tirent profit des aides publiques sous la forme d'augmentation de salaires, de soutien à l'emploi et de formation suivie de qualification reconnue.

Robert Gautier

Sources :
archives CGT déposées
au CHT, presse locale.

1. Le Populaire du 6 septembre 1946. Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, « 150 fabriques de chaussures environ s'éparpillent du nord des Deux-Sèvres à l'est de la Loire-Inférieure, jusqu'à Vieillevigne et Clisson. Elles emploient 7000 ouvriers et ouvrières qui, peut-être, représentent la plus grande partie des travailleurs industriels de cette région ». Ce qui montre, déjà, l'importance de cette industrie locale.

2. Convention régionale de la chaussure, champ d'application et périmètre. Par région choletaise, il faut entendre le périmètre suivant : Ancenis, Chalonnnes, Vihiers, Les Aubiers, Cerizay, Pouzauges, Chantonay, La Roche-sur-Yon, Rocheservière, Aigrefeuille, Clisson, Vallet, Le Loroux-Bottereau, Champtoceaux, etc.

3. L'orthographe dans certains documents est Escarprière dans d'autres Ecarpière.

4. Solange Montagné-Villette, Les nouveaux aspects de l'industrie du prêt-à-porter dans le choletais, Norois, volume 125, 1985. Les donneurs d'ordre qui encouragent les industriels à se moderniser en période faste sont les premiers à délocaliser leurs fabrication dans les pays à bas salaires quant leurs marges baissent en période de récession.

5. Usine Nouvelle n° 2860 du 27 février 2003. « En France entre 1992 et 2002, le textile est passé de 156000 à 113000 emplois (-27 %), l'habillement de 142500 à 84500 (-41 %) et la chaussure de 34500 à 18000 (-48 %).

6. En 1984, le groupe Gaston Jaunet, qui sous-traite un cinquième de sa production à l'étranger, propose aux façonniers des Pays-de-la-Loire de leur céder une partie du volume à la morte saison, à condition que les prix soient alignés sur ceux de l'étranger, c'est-à-dire environ 40 % moins chers.

7. Ouest-France du 27-28 mai 1992.

LA GÉNESTRIE : **UN PATRIMOINE SYNDICAL DE 1936!**

De 1936, tout salarié connaît les 40 heures, les salaires augmentés, les congés payés avec le tandem pour partir et voir la mer pour la 1^{ère} fois...

Mais il y a aussi tout près de chez nous, **en Loire-Atlantique**, une réalité concrète de cette époque de luttes et d'avancées sociales : **Le Domaine de la Génestrie en Le Gâvre**

1936 a été le détonateur de ce syndicalisme de classe qui, alors, peut associer ses revendications d'entreprise et les besoins des travailleurs en matière de culture, de loisirs et d'éducation.

En ne laissant plus le seul patronat ou le clergé organiser ses œuvres

sociales paternalistes et religieuses, la CGT stimule l'initiative de ses bases et fédérations.

Ainsi, dès 36, la Fédération de la Métallurgie accompagnera des créations de structures innovantes : maison de repos, de vacances... comme « **la Maison de Tullins en Isère** ».

En 1938, le syndicat des Métallurgistes Nantais pense rapidement à une colonie de vacances et la prépare en créant « L'œuvre du métallurgiste nantais », société à responsabilité limitée au capital de 30000 francs, futur propriétaire ainsi du patrimoine à acheter.

Militants actifs reconnus, Gaston Jacquet et Pierre Gaudin avec

8 autres militants CGT(*) investiront 3000 francs chacun, en réalité payés par le syndicat, lors de l'achat futur.

En plus de leurs activités au sein de leurs entreprises, les militants se mettent à chercher un bien à acheter. Après 2 essais infructueux et « une vicomtesse indisposée d'avoir rencontré des ouvriers CGT », c'est une propriété près de Blain, au Gâvre, qui sera choisie : château du 18^{ème} siècle ;

10 hectares de terre, mobilier, une ferme, une porcherie, des dépendances, des bois...

PRIX : 250 000 francs. La Colonie de la Génestrie est née!



La Génestrie
© Collection UD CGT 44

Cocasserie de l'histoire, comme dit Thierry Diquélou dans son livre « Un demi-siècle d'histoire de la Génestrie » (1975) : le vendeur ruiné, un médecin qui a ouvert ce préventorium en 1924, est un militant fasciste du Parti Social Français, ces croix de feu adversaires des communistes et des cégétistes, organisateurs d'exactions sanglantes et autres attentats assassins (5 morts en 1937...)!

L'Histoire a quelque fois des retours bien sympathiques : ruiné et obligé de vendre à ses ennemis !

L'inauguration a lieu le 17 juillet 1938 par Benoît Frachon, Secrétaire de la Fédération des Métallos. Y sont conviés : F. Blancho (secrétaire d'état à la marine et maire de St-Nazaire), les maires de Nantes Pageot et du Gâvre Chatelain, le secrétaire de mairie, le directeur de l'école, ... et nombreux adhérents CGT de Nantes, St Nazaire, Châteaubriant venus en car, en vélos (eh oui!),...

Le 1^{er} août suivant, les enfants arrivèrent : 90 petits colons nantais de 7 à 13 ans accueillis avec gentillesse et bonheur au sein d'une organisation aléatoire : puits à sec, infirmière incompétente à remplacer, nombreuses pannes réparées par un copain venant après son travail de Nantes...

En 1939, les 2^{èmes} colonies furent calmes jusqu'au 3 septembre où les enfants seront renvoyés à la déclaration de la Guerre...

Aussitôt, les soldats anglais prirent possession des lieux. La sinistre croix gammée remplaçait rapidement l'Union Jack en juin 40, les nazis y installèrent la kommandantur jusqu'à l'hiver 44, permutant alors avec l'école des garçons du Gâvre pour mieux contrôler la population .

Le dernier occupant des lieux fut l'Hôpital Bellier, fuyant ses locaux dévastés de Doulon le temps de la poche de Bouvron .

8 ans plus tard, en 1947, le bien fut restitué aux métallos avec des dommages de guerre, bien nécessaires tant il ne restait rien du mobilier, matériel de culture et de cuisine,... cassés ou pillés! Excusé en 1938, **Ambroise Croizat était bien présent** à la réouverture des colonies de juillet, après son exclusion du Ministère du Travail par De Gaulle!

Aujourd'hui, **l'Histoire de ce château social** continue, les ouvriers savent aussi gérer!

Deux salles portent les noms d'Ambroise Croizat et de Gaston Jacquet, une expo photo valorise cette belle épopée! Cette courte évocation mériterait une suite...

(*) Augustin Caudrec, Paul Rolland, Alfred Baron, René Jolly, Gaston Turpin, Gustave Legendre, Louis Denot, Auguste Peneau, A noter que les familles de ces militants « prête-noms », officiellement propriétaires de la Génestrie, redonneront sans hésitation « leur part d'associés » au syndicat, à la disparition de leur parent!



La Génestrie
© PhotoMorel P.

DISPARITION : ROGER BLUTEAU



Photo : Roger et sa femme Yolande - © Collection UD CGT 44

Quelques années de militantisme en commun, m'ont fait apprécier Roger tel qu'il était. Avec sa nonchalance légendaire, il m'a fait quelques frayeurs : l'arrivée du TGV à Saint-Nazaire en 1990 nous faisait prendre le 1^{er} train du matin au lieu d'un départ la veille précédemment, pour nous rendre à la CE de l'UFICT. Toujours au dernier moment, à la limite de ne pouvoir le prendre, j'ai craint à de nombreuses reprises de m'y rendre seul.

Cela étant, Roger, avec son humour caustique, était un homme chaleureux. Il était, cela va sans dire, de toutes les luttes. De la grève des « mensuels » de 1967 de 2 mois qui a retardé son entrée au statut de technicien jusqu'à la fin il était présent.

Technicien donc à l'aérospatiale de Saint-Nazaire, il fut l'un des artisans de la création des syndicats UFICT, tant à l'Aéronavale qu'aux chantiers, les 2 entreprises phare de la région nazairienne, en remplacement du syndicat local des ETDA qui arrivait à bout de souffle.

Il était aussi secrétaire de l'USTM 44 ou il a œuvré avec efficacité dans des moments pas toujours très facile.

Toujours très présent également à son syndicat de retraités CGT de l'Aéronautique Saint-Nazaire. Il savait marquer son point de vue sur les différents enjeux sociaux, économiques, politiques qui traversaient la société.

Roger s'est aussi beaucoup investi à l'union locale de Paim-

boeuf, qu'il a animé pendant plusieurs années.

Membre des conseils d'administration de la FTM et de L'UD 44, ensemble, avec d'autres, nous avons inventé un comité local « Ambroise CROIZAT » qui a abouti à un colloque sur le sujet en 2012 à Saint-Nazaire, la présence de l'expo « CROIZAT... une biographie » à plusieurs reprises dans le département.

Adhérent du PCF, il s'était éloigné de la structure tout en restant communiste de cœur.

Il était adhérent de l'IHS CGT 44 depuis sa création.

Il nous a quittés le 3 juillet.

« Salut Roger »

Louis DRONVAL
Membre du CA

AG IHS 44 DU 16 JUIN 2016

Intro :

Nous vivons une période particulière, dans un contexte économique et social que nous n'avons jamais connu. L'anti CGT se développe à tous les niveaux. Les médias qui font de Philippe Martinez un pitre irresponsable, le MEDEF, par la voix de son Président Gattaz, qui nous traite de terroristes, le gouvernement avec Valls notamment hier matin sur France Inter qui déclare que la CGT laisse faire les casseurs, Hollande qui veut interdire toutes les manifestations, et la CFDT qui demande plus de fermeté face aux travailleurs en lutte.

Alors que la majorité de la population veut le retrait de la loi, il n'y a aucun signe d'ouverture de la part de l'État qui au contraire fait monter la pression. Et à en croire le 1^{er} Ministre ceux qui ne croient pas à la loi travail sont des rétrogrades, restés au Moyen-âge.

Comment sortirons-nous de ce conflit social? L'histoire nous le dira, mais il est certain que le paysage social va se modifier. La CFDT en paiera-t-elle le prix? Alors que patronat et gou-

vernement ne cesse de déclamer qu'elle va devenir la 1^{ère} organisation aux élections TPE de décembre.

Quel rôle à notre IHS dans cette période ?

Avec les 120 ans de la CGT, on a vu renaître un regain d'intérêt pour l'histoire partout.

Il y a toute une génération de militants qui ne connaît pas l'histoire de la CGT, et nous devons être vigilants sur la forme que peut prendre cet intérêt. Le devoir de mémoire prend de plus en plus de place dans la société. On ne parle plus d'histoire mais de mémoire.

La mémoire s'adresse à l'émotion. Ma mémoire est ma mémoire. L'histoire, n'est pas mon histoire. Elle est issue d'études de conseil scientifiques, d'historiens, de sociologues.

La notion de mémoire est utilisée à des fins idéologiques qui occulte toute une partie de l'histoire. Le capitalisme a choisi une rupture avec le récit historique, en misant sur l'individualisme et l'actionnariat.

La misère s'accroît, les jeunes sont de plus en plus en galère, le

progrès n'avance pas. Donc ils essaient de nous convaincre que l'histoire ne peut pas toujours être un plus, mais un moins.

Moins de travail, moins de revenus. Valls dit qu'il y a une philosophie dans la loi travail, c'est l'inversion des normes. Oui, mais, pas de modifications du rapport de classe. L'évolution du progrès c'est l'abaissement du niveau social de la population.

C'est aussi la négation de la démocratie qui est en marche : ex référendum sur l'Europe, le 49-3, la répression syndicale.

C'est une réécriture complète de l'histoire.

Pour notre jeunesse, le CNR est très très loin.

Ils mettent en place les commémorations de 14/18, pour dire aux gens, vous voyez à l'époque ils étaient prêts à faire des sacrifices, alors pourquoi pas vous ?

Alors quoi faire ?

Conserver nos archives, c'est essentiel et les faire vivre. Les militants d'aujourd'hui ne sont plus ceux d'hier. Pas de transmission, le travail n'est plus au centre de la valorisation de l'individu.

Nous sommes en difficulté pour le stage archives, alors que cela doit être un moyen pour aider les syndicats et les militants à conserver leurs archives et à transmettre aux militants de demain.

Cette question doit être prise à bras le corps par toutes les structures de la CGT 44.

Dans les projets, nous proposons d'aller à la rencontre de syndicats pour envisager avec eux comment ils peuvent faire vivre leur histoire.

Une rencontre fructueuse a déjà eu lieu avec les mineurs de l'uranium à Clisson qui sont en train de travailler sur un projet de cahier spécifique de leur histoire. Nous avons contacté l'UL Basse-Loire pour voir ce qu'il est possible de faire sur la DCNS, ainsi que le syndicat de la Seita. Nous pourrions aussi voir du côté de Châteaubriant par la suite, mais peut-être avez-vous d'autres propositions ?

Le camarade Louis Cardin qui nous avait fait une conférence sur la CGT et L'Algérie, propose une nouvelle conférence sur le front populaire en Algérie. C'est à discuter.

Michel Tacet, a écrit pour le CHS PTT, l'histoire des 1^{er} Mai en Basse-Loire. Nous revenons sur le 1^{er} Mai 1936 dans notre dernier cahier d'ailleurs. Il est intervenu sur France 3 pour le 1^{er} mai de cette année dans le contexte des luttes sociales d'aujourd'hui. Le CHT (centre d'histoire du travail) propose de réunir tous ces cahiers dans un livre auquel serait associé l'IHS. Car toute édition au CHT doit être couverte en souscription désormais, la situation financière du CHT étant très fragile, en raison de la baisse importante des subventions des collectivités.

Autre projet que nous pourrions étudier. L'IHS confédérale propose un DVD de films de syndicats sur 1936, nous pourrions organiser une projection de ces films avec un échange à suivre, dans le dernier trimestre 2016. L'essai que nous avons fait avec le CHT sur le film Joe Hill a été satisfaisant. Cela nous ouvre aussi sur l'extérieur pour nous faire connaître.

Nos finances :

Alain Truet notre trésorier sortant, nous a fait le bilan 2015.

Nous avons juste clôturé avec un déficit de 11 euros.

Nos principales recettes sont :

La subvention de l'UD, les cotisations des adhérents et la vente de nos cahiers dans les différentes manifestations.

Les dépenses :

Frais pour les conférenciers : hôtel-transport et repas. Le cinéma nous a quasiment rien coûté (22 euros), frais de déplacement aux réunions de l'IHS confédérale (Ca plus AG), les J/E sont prises en charge totalement. Frais d'imprimerie et d'envois des cahiers, c'est ce qui nous pèse le plus, et quelques frais pour la convivialité lors de nos initiatives.

Renouvellement du conseil d'administration :

Personne n'a émis le choix de quitter le CA, mais nous avons un nouveau candidat Christian Nedelec, retraité mines-énergie. Cela reste ouvert.

Place à la discussion.

Marie-Claude Robin

PV DE L'AG

13 camarades étaient présents, ainsi qu'un représentant du CHT, Christophe Patillon.

Nous avons regretté l'absence de l'UD, mais il est vrai que le contexte social sollicite beaucoup les camarades du secrétariat.

Le débat a beaucoup insisté sur la nécessité de faire vivre les archives des syndicats et des unions locales. Les difficultés à tenir notre stage prouve que c'est loin d'être une question prioritaire dans les structures.

L'assemblée, propose d'aller rencontrer les syndicats, les us et les militants, pour faire mieux connaître le rôle de l'IHS, leur donner envie de travailler à leur histoire et les aider, ainsi que réaliser des interviews de militants qui ont compté dans notre

histoire locale. Quelques noms ont été avancés.

Nous souhaitons aussi être plus présents dans la presse syndicale. Nous allons créer une page facebook notamment.

Il a été également pointé que l'IHS est tenu par quelques camarades seulement qui vieillissent et il y a nécessité à faire venir d'autres adhérents.

Les camarades sont satisfaits des initiatives que nous avons eu comme, la conférence de Stéphane Sirot en décembre 2015 et le film-débat avec le CHT « Joe Hill ». Initiatives à renouveler dans l'année, car cela nous fait connaître en externe.

C.Patillon du CHT, nous fait part d'un travail en cours sur la parution d'un livre sur

l'histoire des 1^{er} mai, à partir du travail qui a été fait par Michel Tacet pour le centre d'histoire des PTT et l'IHS 44. Livre qui sera proposé à la souscription.

L'assemblée a pointé que nos finances étaient en équilibre grâce à la subvention de l'UD mais ne permettent pas d'avoir plus d'initiatives. Il est donc important de nous développer et gagner de nouveaux adhérents.

Pour terminer l'AG, nous avons élu le conseil d'administration et nous accueillons 2 nouveaux camarades au sein de celui-ci : Christian Nedelec du syndicat mines-énergie et Cécile Porcher, jeune camarade de Nantes Métropole. Marie-Claude Robin est reconduite en tant que présidente de l'IHS.

Conseil d'administration élu :

**Josette Boursicot,
Louis Dronval,
Robert Gautier,
Sylvie Guerzeder,
Marcel Guillé,
Robert Guiraud,
Patrice Morel,**

**Christian Nedelec,
Cécile Porcher,
Marie-Claude Robin,
Jacques Rousseau,
Michel Tacet,
Guy Texier,
Alain Truet.**

INFORMATIONS

Les obsèques de Roger Rousse-
lot se sont tenues dans l'intimité
le 30 juin 2016.

Roger a été secrétaire de l'UD
CGT 44, secrétaire régional,
membre de la commission exé-
cutive confédérale et au CESR.
Il a eu un engagement militant
important qui a compté dans

notre histoire sociale et que
nous ne pouvons oublier.

C'est pourquoi nous revien-
drons plus longuement sur sa
vie militante dans notre pro-
chain cahier.



Les Amis du Musée
de la Résistance
de Châteaubriant
présentent

LA NÉGATION DE L'HOMME

dans les camps nazis 1933/45

AMICALE
CHATEAUBRIANT
VOYES-ROUILLE
AINCOURT

MRN
MUSEE DE LA RESISTANCE NATIONALE



Une réalisation du MRN à Champigny et à Châteaubriant (Musée de France) avec le concours et le soutien du Ministère de l'Éducation Nationale, de la DRAC-Pays de la Loire (Ministère de la Culture).



DU 22 octobre 2016 AU 14 octobre 2017

Musée de la Résistance - La Sablière - Carrière des Fusillés - Châteaubriant - Route de Laval
Mercredi et Samedi après-midi de 14h à 17h et sur rendez-vous pour les groupes. Entrée gratuite. Tél. : 02 40 28 60 36- www.musee-resistance-chateaubriant.fr

